

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 08 septembre 2021

Objet n° 17 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksall, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, M. Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Conseillers communaux; M. Yuri DEBELDER, conseiller communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Adelheid Byttebier, Échevine; MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Mme Fatima Ben Abbou, M. Abdelhakim El Karaoui, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Sadik Koksall, Mme Leila Lahssaini, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les logements surnuméraires - Exercices 2021 à 2025 – Instauration #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 37 voix contre 0 et 3 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Considérant qu'il est nécessaire pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « *en aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs* » ;

Considérant qu'il est nécessaire pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que l'autonomie communale en matière fiscale a été érigée en principe constitutionnel du droit belge ; que s'il ressort de l'article 170, § 4 de la Constitution que le législateur peut établir des exceptions relatives au pouvoir fiscal des communes, le principe d'autonomie communale implique une interprétation restrictive de ces exceptions ;

Considérant que le principe d'autonomie fiscale implique que chaque Commune décide librement, dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, quel impôt sera levé à charge de quel groupe cible; que le présent règlement instaure une taxe susceptible de s'appliquer à tous ceux qui se trouvent dans la même situation, à savoir tous les propriétaires ou titulaires de droits réels immobiliers qui exploitent des logements surnuméraires;

Considérant que l'objectif de la présente taxe est de procurer à la Commune les moyens financiers indispensables à l'exercice de ses missions et à la mise en œuvre des politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ; que dans la poursuite de ces objectifs, il s'agit de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la compétence de la Commune d'établir des taxes n'est nullement limitée au contenu de ses compétences matérielles ; qu'il a ainsi été jugé que la Commune est autorisée, en vertu de l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale, à mener une politique générale foncière et d'habitation qui vise la rénovation de la ville et qu'elle peut, à cet effet, avoir recours à toutes les mesures utiles, notamment fiscales (voir Anvers, 11 mars 1997, F.J.F., n°97/179) ;

Considérant qu'aucune disposition réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres (C.E., 5 octobre 2004, n°135.709 ; C.E., 18 avril 2008, 11.182.145) ;

Considérant que le présent règlement vise à titre secondaire, à dissuader les redevables d'adopter des comportements générateurs de troubles ou d'une baisse de qualité de vie dans la Commune et d'en tirer profit ;

Considérant que la Commune est compétente en matière de salubrité et de sécurité publiques ; que les subdivisions clandestines des bâtiments en logements peuvent engendrer des conséquences nuisibles telles que l'émergence de marchands de sommeil, l'augmentation imprévisible de déchets, l'augmentation imprévisible d'usagers des voiries, des écoles et d'autres infrastructures communales sans que la Commune soit en mesure d'introduire le surnombre d'habitants dans ses prévisions budgétaires, ni de percevoir les fonds nécessaires à cette charge supplémentaire ; que la Commune entend s'assurer du nombre exact de personnes habitant sur son territoire ;

Considérant que le fait générateur de la taxe n'est pas le même que l'infraction urbanistique donnant lieu à une amende telle que visée dans le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

Considérant que le présent règlement ne vise pas l'ensemble des logements surnuméraires, mais seulement ceux qui sont exploités sur le territoire de la Commune par leur propriétaire/le titulaire de droit réel, soit directement, soit par la mise à disposition d'une ou plusieurs personnes ;

Considérant que l'objectif de la taxe est de compenser le coût supplémentaire auquel la Commune est susceptible de faire face dans le cadre de l'exercice de sa mission de maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques sur son territoire, en raison de l'exploitation de logements surnuméraires ;

Considérant que la prolifération des logements surnuméraires exploités est de nature à nuire à la sécurité et à la santé publiques ; qu'en effet, ces logements surnuméraires qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation sont susceptibles d'engendrer des risques au niveau de la sécurité et de la salubrité publiques et sont susceptibles d'échapper au contrôle des autorités, notamment sanitaires ;

Considérant que ces logements peuvent aussi engendrer la survenance plus fréquente et importante de nuisances en tout genre (tapages nocturnes et diurnes, incivilités, conflits de voisinages, stationnements non autorisés, dépôts sauvages, etc.) nécessitant une plus grande intervention des services de police et communaux ;

Considérant que la dissimulation de logements supplémentaires exploités ne permet pas à la commune d'obtenir des recettes communales complémentaires liées à la réévaluation du revenu cadastral et partant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier ; que les modifications apportées au nombre d'unités de logements doivent en effet être rapportées à l'Administration du Cadastre et de l'Urbanisme afin de permettre une détermination du nouveau revenu cadastral et une adéquation des centimes additionnels communaux au précompte immobilier ; que l'absence de déclaration d'ajout d'unités de logement empêche ces réévaluations et par conséquent, prive la Commune de l'augmentation de revenus ainsi que d'une visibilité du nombre d'habitants jouissant des infrastructures financées par elle ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 août 2021 et le dossier administratif ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices d'imposition 2021 à 2025 une taxe sur les logements surnuméraires exploités.

Article 2

Pour l'application du présent règlement on entend par « logement surnuméraire exploité » la partie d'un immeuble utilisée comme habitation, créée en l'absence d'un permis d'urbanisme visant à « modifier le nombre de logements dans une construction existante » tel que prévu à l'article 98, §1^{er}, 2° du CoBAT, et qui est occupée soit par son propriétaire/le titulaire de droit réel sur le logement/l'usufruitier, soit par une ou plusieurs personnes dans le cadre d'une mise à disposition à titre gratuit ou onéreux.

Article 3

L'exploitation d'un logement surnuméraire est constatée par un agent désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ce constat est notifié, par lettre recommandée, au propriétaire/au titulaire de droit réel sur le logement /l'usufruitier et le nu propriétaire. A dater de cette notification, la personne concernée dispose d'un délai de trente jours pour faire valoir ses observations, par lettre recommandée, sur le constat.

Ce constat reste valable pour une durée indéterminée. Il sert de base aux enrôlements successifs et jusqu'à ce que le propriétaire/le titulaire de droit réel/l'usufruitier ou le nu propriétaire prouve que le logement ne peut plus être qualifié de logement surnuméraire exploité au sens du règlement-taxe.

Article 4

La taxe est due à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date de la notification du constat et aussi longtemps que le logement surnuméraire est exploité. La taxe ne sera plus perçue pour le mois au cours duquel le redevable aura démontré, par lettre recommandée, que le logement ne peut être considéré comme un logement surnuméraire exploité pour autant que ce fait ait été dûment constaté par un agent communal habilité à cette fin.

Article 5

La taxe est due par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel sur l'immeuble d'imposition (le tréfoncier en cas d'emphytéose ou du superficie) ou par l'usufruitier en cas d'usufruit, au premier jour du mois considéré.

En cas de copropriété, la taxe est due par les copropriétaires à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

En cas de nue-propriété, à défaut de paiement de la taxe par l'usufruitier, le nu-propriétaire y est tenu solidairement.

Article 6

Le taux de la taxe est fixé au 1^{er} janvier 2021 à 300€ par mois et par logement surnuméraire.

Ce taux est majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2%, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
306,00 €	312,12 €	318,36 €	324,73 €

Article 7

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payée par le redevable, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune.

Article 8

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 9

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 10

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 08 septembre 2021.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 08 september 2021

Voorwerp nr 17 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddoui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, H. Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Gemeenteraadsleden; H. Yuri DEBELDER, Gemeenteraadslid; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Mevr. Fatima Ben Abbou, H. Abdelhakim El Karaoui, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Sadik Koksai, Mevr. Leila Lahssaini, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de boventallige woningen - Aanslagjaren 2021 tot 2025 – Invoering #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 37 stem(men) tegen 0 en 3 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 13 april 1919 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, waarin staat dat: *"de begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen"*;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat de gemeentelijke autonomie inzake fiscale materie werd ingevoerd volgens een grondwettelijk beginsel van Belgisch recht; dat uit artikel 170 § 4 voortvloeit dat de wetgever uitzonderingen kan stellen betreffende het fiscaal vermogen van de gemeentes, het principe van de gemeentelijke autonomie impliceert een beperkende interpretatie van haar uitzonderingen;

Overwegende dat het beginsel van fiscale autonomie inhoudt dat elke gemeente overeenkomstig het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie vrij beslist welke belasting wordt geheven tegen welke doelgroep; dat bij deze verordening een belasting wordt vastgesteld die van toepassing is op al diegenen die zich in dezelfde situatie bevinden, namelijk alle eigenaars of houders van een zakelijk recht op een gebouw die boventallige woningen exploiteren;

Overwegende dat onderhavige belasting als voornaamste doelstelling heeft de Gemeente de nodige financiële middelen te verschaffen voor de opdrachten en het beleid dat ze wenst te voeren, alsook te zorgen voor financieel evenwicht; dat bij het nastreven van deze doelstelling vanuit billijkheidsoverwegingen rekening dient te worden gehouden met de belastingcapaciteit van de belastingplichtigen, dit vanuit een legitieme bezorgdheid om de fiscale lasten op een rechtvaardige manier te verdelen;

Overwegende dat de bevoegdheid van de Gemeente om belastingen in te voeren geenszins beperkt is tot de inhoud van haar materiële bevoegdheden; dat er aldus werd geoordeeld dat het de Gemeente toegestaan is krachtens artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, om een algemeen grond- en woonbeleid te voeren dat de renovatie van de stad beoogt en dat ze hiertoe een beroep kan doen op alle nuttige maatregelen, met name fiscale (zie Antwerpen, 11 maart 1997, F.J.F., nr.97/179);

Overwegende dat geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling het aan een gemeente verbiedt, wanneer deze een belasting invoert die gerechtvaardigd is door de staat van haar financiën, om deze prioritair te laten voorgaan op activiteiten die ze aanvechtbaar acht dan andere of waarvan de effecten schadelijk vind (RvS van 5 oktober 2004, nr. 135.709 ; RvS van 18 april 2008, nr. 182.145);

Overwegende dat de onderhavige reglement, tot bijkomstige doel heeft de betalingsplichten te weerhouden van gedragingen die de levenskwaliteit in de Gemeente verstoren of verminderen en er voordeel uit halen;

Overwegende dat de gemeente bevoegd is voor de openbare hygiëne en openbare veiligheid; dat de clandestiene onderverdelingen van de gebouwen in woningen schadelijke gevolgen hebben, zoals het opdoemen van huisjesmelkerij, de toename van onvoorzienbaar afval, de toename van onvoorzienbare gebruikers van wegen, scholen en andere gemeentelijke infrastructuren zonder dat de gemeente in staat is om het aantal inwoners in zijn budgetramingen op te nemen of om de fondsen te verzamelen die nodig zijn voor deze extra last; dat de Gemeente hoort het exacte aantal personen te kennen dat op haar grondgebied woont;

Overwegende dat het belastbare feit niet hetzelfde is als de stedenbouwkundige overtreding die aanleiding geeft tot een geldboete zoals bedoeld in het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening;

Overwegende dat deze verordening niet van toepassing is op alle boventallige woningen, maar alleen op die welke op het grondgebied van de Gemeente worden geëxploiteerd door de eigenaar/de houder van het zakelijk recht, hetzij rechtstreeks, hetzij door ze ter beschikking te stellen van een of meer personen;

Overwegende dat de belasting tot doel heeft de extra kosten te compenseren waarmee de gemeente in het kader van de uitoefening van haar taak van handhaving van de veiligheid, de rust en de volksgezondheid op haar grondgebied kan worden geconfronteerd als gevolg van de exploitatie van de boventallige woningen;

Overwegende dat de snelle toename van de geëxploiteerde boventallige woningen, van dien aard is de openbare veiligheid en gezondheid te schaden, dat deze boventallige woningen, waarvoor geen vergunning is verleend, namelijk risico's kunnen opleveren voor de openbare veiligheid en de volksgezondheid en aan de controle van de autoriteiten, met name de gezondheidsautoriteiten, kunnen ontsnappen.

Overwegende dat deze woningen ook kunnen leiden tot het vaker en in grotere mate voorkomen van allerlei vormen van overlast (nachtelijke en dagelijkse ordeverstoringen, ongeregelde heden, buurtconflicten, ongeoorloofd parkeren, sluikestorten, enz.), waardoor een frequenter optreden van de politie en de gemeentelijke diensten vereist is;

Overwegende dat het verborgen houden van extra geëxploiteerde woningen de gemeente niet in staat stelt extra gemeentelijke inkomsten te verkrijgen in verband met de herwaardering van het kadastraal inkomen en dus van de extra gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing; dat de wijzigingen in het aantal wooneenheden inderdaad moeten worden aangegeven bij het Kadaster en de Dienst Stedenbouw, zodat het nieuwe kadastrale inkomen kan worden vastgesteld en een aanpassing van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing mogelijk te maken; dat het ontbreken van een aangifte van extra wooneenheden deze herwaarderingen verhindert en de gemeente derhalve de stijging van het inkomen en het zicht op het aantal inwoners dat van de door haar gefinancierde infrastructuur gebruik maakt, ontnemt;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 augustus 2021 en het administratief dossier; Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de Gemeente, voor de aanslagjaren 2021 tot 2025, een belasting geheven op de geëxploiteerde boventallige woningen.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement dient te worden verstaan onder "geëxploiteerde boventallige woning" het gedeelte van een gebouw dat als woning wordt gebruikt, dat tot stand is gekomen bij gebreke van een stedenbouwkundige vergunning tot "wijziging van het aantal woningen in een bestaand bouwwerk" zoals voorzien in artikel 98, § 1, 2° van het BWRO, en dat wordt bewoond hetzij door de eigenaar/houder van het zakelijk recht op de woning /vruchtgebruiker, hetzij door een of meerdere personen in het kader van een kosteloze terbeschikkingstelling of tegen betaling.

Artikel 3

De exploitatie van een boventallige woning wordt vastgesteld door een daartoe door het College van Burgemeesters en Schepenen aangestelde beambte.

De vaststelling wordt betekend per aangetekend schrijven toegezonden aan de eigenaar/houder van het zakelijk recht op de woning /vruchtgebruiker en de blote eigenaar. Vanaf de datum van deze betekening beschikt de betrokkene over een termijn van dertig dagen om per aangetekende brief opmerkingen over de vaststelling te maken.

Deze vaststelling blijft voor onbepaalde tijd geldig. Het dient als basis voor opeenvolgende inkohierungen en totdat de eigenaar/houder van het zakelijk recht op de woning/vruchtgebruiker of de blote eigenaar bewijst dat de woning niet langer kan worden beschouwd als geëxploiteerde boventallige woning in de zin van de belastingverordening.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd vanaf de 1^{ste} dag van de maand volgend op de datum van de betekening van de vaststelling en zolang de boventallige wordt geëxploiteerd. De belasting wordt niet meer geheven voor de maand waarin de belastingplichtige bij aangetekende brief heeft aangetoond dat de woning niet kan worden beschouwd als een boventallige woning die wordt geëxploiteerd, mits dit feit naar behoren is vastgesteld door een daartoe gemachtigde gemeentebeambte.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de eigenaar of de houder van een zakelijk recht op het belastbare goed (de eigenaar van de grond in geval van erfpacht of opstal) of door de vruchtgebruiker in geval van vruchtgebruik, op de eerste dag van de desbetreffende maand. In geval van mede-eigendom is de belasting verschuldigd door de mede-eigenaren naar evenredigheid van hun aandeel in de mede-eigendom.

In het geval van blote eigendom, is de blote eigenaar hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting, indien de vruchtgebruiker deze niet betaalt.

Artikel 6

De aanslagvoet voor 2021 wordt gevestigd op 300,00€ per maand per boventallige woning.

Deze aanslagvoet zal op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024	Aanslagjaar 2025
306,00 €	312,12 €	318,36 €	324,73 €

Artikel 7

De belasting zal via een kohier ingevorderd worden en is te voldoen door de belastingschuldige, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 8

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 9

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 10

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 11

Dit onderhavige reglement treedt in voege op de 5^{de} dag na de dag van publicatie.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 08 september 2021.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,

Cécile JODOGNE